



PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

Direction départementale
des Territoires et de la Mer

Pau, le - 9 AOUT 2018

Service Aménagement,
Urbanisme, Risques
Planification

Affaire suivie par : Chantal Haté-Laloubère
Tél. 05 59 80 88 21- Fax : 05 59 80 87 38
Courriel : ddtm-saur@pyrenees-atlantiques.gouv.fr

Monsieur le Maire,



Vous m'avez transmis le projet de modification du plan local d'urbanisme de votre commune relatif à l'ouverture à l'urbanisation d'une zone 2AU_p et aux conditions réglementaires vis-à-vis des extensions et annexes des habitations existantes situées en zone naturelle et agricole, pour avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels agricoles et forestiers (CDPENAF).

Lors de la séance du 30 juillet 2018, la CDPENAF a émis l'avis suivant :

Considérant que les conditions d'édification des extensions et des annexes des habitations existantes sont fixées par des règles d'implantation et d'emprise ;
Considérant que le secteur 2AU_p concerne des terrains en état de friche industrielle ;
Considérant l'absence d'impact sur les espaces naturels ;

Avis favorable au règlement sous réserve de le compléter par une règle de hauteur pour les extensions.

Avis favorable à l'ouverture à l'urbanisation du secteur 2AU_p.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

Le Président de la commission,

*Pour le Directeur Départemental
des Territoires et de la Mer.*

Le Directeur Adjoint,

Gilles PAQUIER

Monsieur Emmanuel Hanon
Mairie d'Orthez Sainte-Suzanne
64301 Orthez Cedex

Horaires d'ouverture : 8h30 - 12h00 / 14h00 - 16h30
Tél. : 05 59 80 86 00 - fax : 05 59 80 86 07
Cité administrative - Boulevard Tourasse - 64032 Pau cedex
Bus : lignes P4-5-8-12. T2. C14



Reçu le 19/07/18

PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

Direction départementale
des Territoires et de la Mer

Pau, le 16 JUIL. 2018

Service Aménagement,
Urbanisme, Risques
Planification

Vos réf. : votre courrier en date du 3 juillet 2018
Affaire suivie par : Chantal Haté-Laloubère
Tél. 05 59 80 88 21 – Fax : 05 59 80 87 38
Courriel : ddtm-saur@pyrenees-atlantiques.gouv.fr

Monsieur le Maire,

Vous m'avez transmis le projet de modification du plan local d'urbanisme de votre commune pour avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels agricoles et forestiers (CDPENAF).

Conformément aux dispositions de l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime et des articles L.151-12 et L.151-13 du code de l'urbanisme, j'ai l'honneur d'accuser réception à la date du 9 juillet 2018 du dépôt de votre dossier pour avis de la CDPENAF.

Cette commission rendra son avis dans un délai de trois mois. A défaut, cet avis sera réputé favorable.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

Le Président de la commission,

Nicolas JEANJEAN

Monsieur Emmanuel Hanon
Mairie d'Orthez Sainte-Suzanne
64301 Orthez Cedex

Zimbra

urba-scharmillon@mairie-orthez.fr

Accusé de Réception d'une demande d'examen au cas par cas pour la modification simplifiée du PLU d'Orthez Sainte Suzanne (64) (KPP-2018-6862)

De : DREAL Nouvelle-Aquitaine/MEE/PPSP (Pôle plans schémas programmes) lun., 09 juil. 2018 14:07
emis par DAL ZOVO Sarah (Assistante) - DREAL Nouvelle-Aquitaine/MEE/PPSP <sarah.dal-zovo.-ppsp.mee.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr>

Objet : Accusé de Réception d'une demande d'examen au cas par cas pour la modification simplifiée du PLU d'Orthez Sainte Suzanne (64) (KPP-2018-6862)

À : urba-scharmillon@mairie-orthez.fr

Monsieur le Maire,

Par courriel du 04/07/2018, vous nous avez transmis une demande d'examen au cas par cas pour le dossier cité en objet.

Par le présent message, nous accusons réception de votre demande en date du 04/07/2018.

Conformément aux dispositions réglementaires, notre décision interviendra dans un délai de 2 mois à compter de cette date de réception.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

Sarah DAL ZOVO
Assistante pôle plans-schémas-programmes
DREAL Nouvelle-Aquitaine
Mission évaluation environnementale
Tél. 05.56.93.32.50
Cité administrative - Rue Jules Ferry - CP 55 - 33090 Bordeaux cedex

Pour les pièces jointes de plus de 5Mo, merci d'utiliser <http://melanissimo.developpement-durable.gouv.fr>



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Nouvelle-Aquitaine

**Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale
après examen au cas par cas portant,
en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme,
sur la modification n°1 du plan local d'urbanisme de
la commune d'Orthez Sainte-Suzanne (64)**

n°MRAe 2018DKNA277

dossier KPP-2018-6862

**Le Président de la Mission Régionale d'Autorité environnementale
Nouvelle-Aquitaine**

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1 et suivants et R. 104-8 et suivants ;

Vu le décret du n° 2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'Autorité environnementale ;

Vu le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes ;

Vu les arrêtés du 12 mai 2016 et du 17 avril 2018 portant nomination des membres des Missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision du 27 avril 2018 de la Mission régionale d'autorité environnementale portant délégation de compétence aux membres permanents pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas présentées au titre des articles R. 122-18 du Code de l'environnement et R. 104-28 du Code de l'urbanisme ;

Vu la demande d'examen au cas par cas déposée par le Maire de la commune d'Orthez Sainte-Suzanne, reçue le 4 juillet 2018, par laquelle celui-ci demande à la Mission Régionale d'Autorité environnementale s'il est nécessaire de réaliser une évaluation environnementale à l'occasion du projet de modification n°1 du plan local d'urbanisme ;

Vu l'avis de l'Agence régionale de santé du 7 août 2018 ;

Considérant que la commune d'Orthez Sainte-Suzanne (10 672 habitants en 2015 sur un territoire de 4 586 hectares) souhaite modifier son plan local d'urbanisme (PLU) approuvé le 10 avril 2013 ;

Considérant que la modification n°1 porte sur cinq objets :

- l'ouverture partielle à l'urbanisation d'une zone d'urbanisation future 2AUp, sur le site dit de la Papeterie des Gaves, via la création d'une zone dédiée Uyic, d'une surface de 14 860 m²,
- la possibilité de réaliser, en zones agricoles A et naturelles N, des extensions et/ou des annexes aux bâtiments existants,

- la modification des dispositions relatives aux toitures,
- la correction d'une erreur matérielle dans le règlement pour permettre la protection des éléments de bâti rural remarquable repéré, dans le règlement graphique, au sein des zones UL, Uy et Auy ;
- la suppression de l'article 14 relatif au coefficient d'occupation des sols pour toutes les zones, conformément aux dispositions de la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (dite loi ALUR) ;

Considérant que le secteur ouvert à l'urbanisation sur le site de la Papeterie des Gaves, bien que situé entièrement dans le site Natura 2000 du Gave de Pau, était entièrement artificialisé et ne présente donc pas d'enjeu environnemental particulier ; que la mise en œuvre de l'orientation d'aménagement de programmation devrait permettre la reconstitution d'une continuité boisée le long du Gave ;

Considérant que la localisation de ce site, à proximité du centre-ville et du centre hospitalier, est particulièrement adaptée à la relocalisation envisagée d'établissements médico-psychologiques ;

Considérant que la dépollution du site est en cours et que le dossier indique que la compatibilité entre cette dépollution et les usages prévus sera spécifiquement étudiée et que les mesures adéquates seront prises ;

Considérant que le règlement du PLU précise la zone d'implantation des extensions et annexes en zones agricoles et naturelles ainsi que leurs conditions de réalisation afin de favoriser leur insertion dans l'environnement ;

Considérant que les terrains sur lesquels seraient situées ces constructions sont déjà aménagés et partiellement artificialisés ;

Considérant ainsi qu'il ne ressort pas des éléments fournis par le pétitionnaire, et en l'état actuel des connaissances, que le projet de modification n°1 du plan local d'urbanisme de la commune d'Orthez Sainte-Suzanne soit susceptible d'avoir des incidences significatives sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Décide :

Article 1^{er} :

En application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme, le projet de modification n°1 du plan local d'urbanisme de la commune d'Orthez Sainte-Suzanne (64) **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme ne dispense pas des autres procédures auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission régionale d'autorité environnementale <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr>.

Fait à Bordeaux, le 29 août 2018

Pour la MRAe Nouvelle-Aquitaine,
le membre permanent délégué



Hugues AYPHASSORHO

Voies et délais de recours

1 - décision soumettant à la réalisation d'une évaluation environnementale :

Le recours administratif préalable est obligatoire sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux. Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale et adressé à Monsieur le Président de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale.

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun.

2 - décision dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale :

Les décisions dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale étant considérées comme des actes préparatoires ne faisant pas grief, elles ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'un recours.

Toutefois, elles pourront être contestées à l'appui d'un recours contentieux dirigé contre la décision d'approbation du plan, schéma ou programme.

Zimbra

urba-scharmillon@mairie-orthez.fr

Notification de la décision concernant la modification n°1 du PLU d'Orthez (KPP-2018-6862)

De : DREAL Nouvelle-Aquitaine/MEE/PPSP (Pôle plans schémas programmes) mer., 29 août 2018 13:25
emis par CAILLAUD Alicia (Vacataire) - DREAL Nouvelle-Aquitaine/MEE/PPSP <alicia.caillaud.i.-ppsp.mee.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr> 1 pièce jointe

Objet : Notification de la décision concernant la modification n°1 du PLU d'Orthez (KPP-2018-6862)

À : urba-scharmillon@mairie-orthez.fr, accueil@mairie-orthez.fr

Cc : GUILHAUDIS Alain - 64 PYRENEES-ATLANTIQUES/PREFECTURE/SCPI <alain.guilhaudis@pyrenees-atlantiques.gouv.fr>, BALEMBITS Christiane - 64 PYRENEES-ATLANTIQUES/PREFECTURE/SCPI <christiane.balembits@pyrenees-atlantiques.gouv.fr>, CLAMENT Monique - 64 PYRENEES-ATLANTIQUES/PREFECTURE/SCPI <monique.clament@pyrenees-atlantiques.gouv.fr>, DDTM 64/EMTEF (Environnement, Montagne, Transition Ecologique et Forêt) <ddtm-drem@pyrenees-atlantiques.gouv.fr>

Monsieur le Maire,

En application des articles R. 104-28 et suivants du Code de l'urbanisme, je vous prie de trouver ci-joint la notification de la décision formulée par l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement correspondant à votre demande d'examen au cas par cas pour le dossier cité en objet.

Cette décision est publiée sur le site internet suivant :

<http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/>

En vertu des dispositions des articles L.123-19 et R123-8 du Code de l'environnement, la présente décision est, s'il y a lieu, jointe au dossier d'enquête publique ou mise à la disposition du public.

Je vous remercie par avance de bien vouloir accuser réception de ce mail pour le bon suivi du dossier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération la plus distinguée.

--

Sarah DAL ZOVO
Assistante du pôle plans-schémas-programmes
DREAL Nouvelle Aquitaine
Mission évaluation environnementale
Tél. 05.56.93.32.50
Cité administrative - Rue Jules Ferry - CP 55 - 33090 Bordeaux cedex

 **KPP_2018_6862_M_PLU_Orthez_D_DH_MRAE_signé.pdf**
206 ko



**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRE D'AGRICULTURE
PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

Siège Social

124 boulevard Tourasse
64078 PAU CEDEX
Tél : 05.59.80.70.00
Fax : 05.59.80.70.01
Email :
accueil@pa.chambagri.fr

Affaire suivie par :
Gaëlle BERNADAS
☎ 05.59.90.18.55
Portable : 06.48.26.09.79
Fax : 05.59.70.29.29
Email :
g.bernadas@pa.chambagri.fr

Monsieur le Maire
Hôtel de Ville
1 Place d'Armes
BP 119
64301 Orthez Cedex

Pau, le 1^{er} août 2018

Objet : Modification du PLU de la commune d'Orthez Sainte-Suzanne

Monsieur le Maire,

Mes services ont bien reçu le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme d'Orthez Sainte-Suzanne pour lequel vous sollicitez l'avis de la Chambre d'agriculture.

Nous émettons un avis favorable à votre projet.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos salutations les plus distinguées.

Guy ESTRADE

*Président de la Chambre d'Agriculture des
Pyrénées-Atlantiques*

PS : Copie à la Communauté de communes de Lacq-Orthez



Pau, le

17 JUL. 2018

Monsieur le Maire
1 place d'Armes
64301 ORTHEZ CEDEX

Réf. : GGDR / SPRV / PLU / 20181540
Affaire suivie par : Lieutenant LOUSTAU
Tél : 08.20.12.64.64 - à l'invitation taper : 2227
mail : david.loustau@sdis64.fr

ETUDE DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

ETABLISSEMENT	PLU
REFERENCE	H430.00018
COMMUNE	64300 ORTHEZ
DOSSIER	Plan local d'urbanisme

Réf. : votre transmission en date du 3 juillet 2018 reçue au SDIS le 5 juillet 2018.

En réponse à votre demande en application de l'article L 123-9 du Code de l'urbanisme, veuillez trouver les prescriptions formulées par mes services afin de permettre l'intervention des services de secours au profit de la population dans les meilleures conditions possibles et d'appréhender les risques auxquels votre commune est soumise.

Les prescriptions énumérées ci-après sont divisées en plusieurs parties, traitant notamment de :

- l'accessibilité des engins de secours lors de construction sur votre commune,
- les contraintes en matière de risques naturels et industriels.

Il est à noter que concernant la défense incendie à réaliser ou à prévoir en fonction de l'importance des constructions, il convient de se référer au Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie du département des Pyrénées-Atlantiques (RDDECI).

I - ACCESSIBILITE DES SECOURS

Note : les espaces extérieurs comme les bâtiments construits doivent être accessibles en permanence aux engins de secours aux personnes et de lutte contre l'incendie.

Le Code de l'urbanisme, le Code de la construction et de l'habitation et le Code du travail précisent notamment les règles générales d'implantation de tous les bâtiments ainsi que les principes de leur desserte dès la demande du permis de construire ou de la demande de permis d'aménager (voir les principales références réglementaires en fin de document).

Lorsque des modifications interviennent sur les sites tels que l'agrandissement des espaces, les constructions nouvelles, la création de voies ou d'espaces destinés aux activités diverses, etc..., il y a lieu de vérifier systématiquement l'accessibilité des engins de secours et de lutte contre l'incendie.

1.0 - Pour les projets de construction d'établissements recevant du public (ERP), le nombre et les caractéristiques des accès aux constructions seront déterminés par la commission de sécurité compétente.

Toute correspondance est à adresser sous forme impersonnelle
à Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours

■ 33, avenue du Maréchal Leduc - BP 1622 - 64016 PAU cadex - Tél. : 08.20.12.64.64 - Télécopie : 05.59.80.22.41 ■

Pour les projets de construction d'immeubles d'habitation, les établissements soumis au Code du travail, les établissements classés pour la protection de l'environnement (ICPE), le nombre et les caractéristiques des accès aux constructions seront déterminés par le SDIS en fonction de la catégorie de l'établissement, lors de l'étude des dossiers d'autorisation d'urbanisme ou d'autorisation d'exploiter.

REGLES GENERALES

1.1. – En application des dispositions de la réglementation spécifique attachée aux constructions selon leur destination ou leur distribution intérieure, celles-ci doivent être desservies par une voie répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé. Selon le cas, cette voie devra également permettre l'accès au point d'eau nécessaire à la défense extérieure contre l'incendie.

En particulier, l'accessibilité aux types de constructions suivants : habitations individuelles de 1^{ère} ou de 2^{ème} famille, habitations de 2^{ème} famille collective, habitations de 3^{ème} ou 4^{ème} famille, établissements recevant du public et immeubles de grande hauteur, fait l'objet de prescriptions spécifiques détaillées ci-après.

Les accès aux constructions ne devront présenter aucun risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour les personnes utilisant ces accès dont les personnes handicapées. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu notamment, de leur position, de leur configuration, ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

La chaussée des voiries projetées devra permettre des conditions de circulation des engins de secours et de lutte contre l'incendie compatibles avec les impératifs de rapidité d'acheminement et de sécurité pour les autres usagers de ces voies notamment les piétons.

Ainsi :

A - Si la nouvelle voie ne dessert exclusivement que des bâtiments d'habitation individuelle classés en 1^{ère} et/ou en 2^{ème} famille, elle devra avoir les caractéristiques minimales ci-après :

- largeur minimale de la bande de roulement (chaussée moins bandes réservées aux pistes cyclables ou au stationnement) :
 - **3,00 mètres** (sens unique de circulation),
 - **5,50 mètres** (double sens de circulation ou voie en impasse afin de permettre le passage de front ou le croisement de deux engins de secours),
- force portante suffisante pour un véhicule de **160 kilo-Newtons** avec un maximum de **90 kilo-Newtons** par essieu, ceux-ci étant distants de **3,60 mètres** au minimum,
- résistance au poinçonnement : **80 Newtons/cm²** sur une surface maximale de **0,20 m²**,
- rayon intérieur des tournants : **R = 9 mètres** au minimum,
- surlargeur extérieure : **S = 12,2/R** dans les virages de rayon inférieur à 50 mètres (S et R étant exprimés en mètres),
- pente inférieure à **15 %**,
- hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de **3,50 mètres** de hauteur (passage sous voûte).

B - Si la nouvelle voie dessert au moins un bâtiment d'habitation de 2^{ème} famille collectif elle devra alors respecter les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur minimale de la bande de roulement (bandes réservées au stationnement exclues) :
 - **3,00 mètres** (sens unique de circulation),
 - **6,00 mètres** (double sens de circulation ou voie en impasse afin de permettre le passage de front ou le croisement de deux engins de secours),
- force portante suffisante pour un véhicule de **160 kilo-Newtons** avec un maximum de **90 kilo-Newtons** par essieu, ceux-ci étant distants de **3,60 mètres** au minimum,
- résistance au poinçonnement : **80 Newtons/cm²** sur une surface maximale de **0,20 m²**,
- rayon intérieur des tournants : **R = 11 mètres** minimum,
- surlargeur extérieure : **S = 15/R** dans les virages de rayon inférieur à 50 mètres (S et R étant exprimés en mètre),
- pente inférieure à **15 %**,

- hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de **3,50 mètres** de hauteur (passage sous voûte).

C - Si la nouvelle voie dessert au moins un **bâtiment d'habitation de 3^{ème} ou 4^{ème} famille** elle devra respecter les caractéristiques minimales définies à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 31/01/1986 modifié (mêmes caractéristiques que la voie définie au point **B** ci-dessus).

D - Si la nouvelle voie dessert au moins un **établissement recevant du public du premier groupe, un immeuble de grande hauteur, une installation classée pour la protection de l'environnement** ou tout autre construction identifiée comme présentant un risque particulier d'incendie, cette voie devra respecter les caractéristiques minimales de la « **voie-engins** » ou de la « **voie-échelles** » telles que définies par l'article CO 2 de l'arrêté ministériel du 25/06/1980 modifié (voir point 1.2 ci-dessous).

« Voie-engins »

1.2. - Les voies publiques permettant aux véhicules de secours et de lutte contre l'incendie d'accéder aux constructions mentionnées au point 1.1 § **D** ci-dessus devront respecter les caractéristiques minimales de la **voie engins** définies par l'article CO 2 de l'arrêté ministériel du 25/06/1980 modifié (voir également l'annexe 2) :

- largeur minimale de la voie : **8 mètres**,
- largeur minimale de la bande de roulement (bandes réservées au stationnement exclues) :
 - **3,00 mètres** (si sens unique de circulation),
 - **6,00 mètres** (si double sens de circulation ou voie en impasse),
 - **6,00 mètres** (dans tous les cas, pour une voie dont la largeur exigée est égale ou supérieure à 12 mètres),
- force portante suffisante pour un véhicule de **160 kilo-Newtons** avec un maximum de **90 kilo-Newtons** par essieu, ceux-ci étant distants de **3,60 mètres** au minimum,
- résistance au poinçonnement : **80 Newtons/cm²** sur une surface maximale de **0,20 m²**,
- rayon intérieur des tournants : **R = 11 mètres** minimum,
- surlargeur extérieure : **S = 15/R** dans les virages de rayon inférieur à 50 mètres (S et R étant exprimés en mètres),
- pente inférieure à **15 %**,
- hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de **3,50 mètres** de hauteur (passage sous voûte).

« Voie-échelles »

1.3. - Une voie dénommée « **voie échelles** » est nécessaire pour permettre l'accès des sapeurs-pompiers et les sauvetages par l'extérieur aux étages des bâtiments dont le **plancher bas du dernier niveau est à au moins 8 mètres de hauteur par rapport au niveau de la chaussée accessible aux véhicules de lutte contre d'incendie.**

Les constructions concernées peuvent être : les immeubles d'habitation de 3^{ème} et 4^{ème} familles, les immeubles de grande hauteur (IGH), les établissements recevant du public (ERP), les constructions soumises aux dispositions du Code du travail ou bâtiments industriels telles que les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) dont la hauteur du faîtiage atteint **12 mètres**.

Cette voie utilisée pour la mise en station des échelles aériennes est une partie de la **voie engins** aux caractéristiques complétées comme suit :

- si cette section de voie n'est pas une voie publique, elle doit lui être raccordée par une « **voie engins** » accessible en permanence par les engins de secours,
- longueur minimale : **10 mètres**,
- largeur minimale de la bande de roulement :
 - **≥ à 4 mètres** si la voie est à **sens unique** (bandes réservées au stationnement exclues),
 - **≥ à 7,00 mètres** si la voie est à **double sens de circulation** ou en impasse afin de permettre le passage de front ou le croisement d'un engin de secours avec la grande échelle mise en station,
- pente inférieure ou égale à **10 %**,
- caractéristiques supplémentaires selon la position par rapport à la façade du bâtiment.

A - Les voies échelles réalisées perpendiculairement aux bâtiments devront répondre aux caractéristiques supplémentaires suivantes :

- distance entre le bord de cette voie et la projection horizontale de l'élément le plus saillant de façade du bâtiment et susceptible de supporter le poids des personnes à évacuer : **< 1 mètre**,
- cette voie échelles devra être judicieusement implantée de manière à ce qu'au moins **1 baie ouvrante ou facilement destructible par logement**, puisse être atteinte par une grande échelle,
- la projection horizontale de la baie accessible la plus proche ou le point d'accès permettant d'atteindre par un parcours sûr (balcon filant, passerelle, terrasse) une baie ou un accès au logement, **ne peut pas dépasser 6 mètres**,
- de chaque côté de cette voie échelles (voir les cas particuliers de voie échelles définis à l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 18 août 1986).

B - Les voies échelles réalisées parallèlement aux bâtiments devront répondre aux caractéristiques supplémentaires suivantes :

- longueur minimale de la bande de roulement : **de préférence toute la longueur du bâtiment**, mais de telle sorte que la distance maximale entre deux points d'accès n'excède pas **20 mètres**. Cette disposition est à évaluer par rapport à la façade desservie et devant permettre à l'échelle aérienne d'atteindre un point d'accès (balcon filant, coursives, etc...), à partir duquel les sapeurs-pompiers doivent pouvoir accéder aux différents ouvrants,
- distance entre le bord de cette voie et la façade du bâtiment : **> 1 mètre et < 8 mètres selon le type de grande échelle équipant le centre de secours le plus proche** (se renseigner à la direction du SDIS).

NOTE : compte tenu des deux prescriptions ci-dessus relatives à la force portante et à la résistance au poinçonnement, l'emploi de certains revêtements de chaussée est à écarter systématiquement notamment l'utilisation de dalles de type « Evergreen » donnant l'impression de verdure permanente qui feront l'objet d'un avis défavorable systématique du SDIS, même si la preuve pouvait être apportée que les caractéristiques de ces dalles, ainsi que leur mise en œuvre remplissent les conditions de stabilité et de résistance requises pour les voies engins et échelles. En effet, l'aspect de verdure est de nature à dissuader les conducteurs et écheliers, surtout de nuit, à y engager leurs engins, et le maintien des caractéristiques de stabilité dans le temps n'est pas garanti.

« **Ralentisseurs** »

1.4. – Le projet de mise en place d'un dispositif ralentisseur sur les voies publiques et privées utilisées par les moyens de secours doit figurer sur le plan de masse ou de voirie et décrit dans le programme des travaux pour tout nouveau projet d'urbanisme.

Les ralentisseurs constituent les aménagements d'infrastructure routière les plus contraignants pour la circulation des engins de secours en intervention.

Parmi les moyens disponibles, destinés à obtenir la réduction souhaitée de la vitesse ou du trafic des véhicules, existent de nombreux autres dispositifs d'alerte et de modération.

En conséquence, la solution ralentisseurs ne peut être choisie **qu'en dernier recours**, avec beaucoup de discernement et au terme d'une réflexion préalable sur la sécurité du site, prenant en compte les mesures de vitesse, les risques de danger pour les habitants, l'observation des comportements, l'analyse du trafic sur la zone considérée et les zones adjacentes, l'analyse de l'accidentologie et la localisation des points sensibles.

Les ralentisseurs admis sont de type « dos d'âne » ou « trapézoïdal » et doivent être conformes aux dispositions du décret n° 94-447 du 27/05/1994 et à la norme NF P 98-300 du 16/05/1994 (AFNOR Tour Europe Cedex 7 92049 PARIS-LA-DEFENSE).

La mise en place de ralentisseurs sur les voies échelles est interdite ainsi que sur toutes les voies à moins de 500 mètres des casernes de sapeurs-pompiers.

« **Espace libre** » (ERP seulement)

1.5. – Lorsque cette disposition est acceptée par la commission de sécurité compétente, l'espace libre doit répondre aux caractéristiques suivantes :

- plus petite dimension de l'espace libre > 8 mètres,
- aucun obstacle à l'écoulement du public ou à l'accès et à la mise en œuvre des matériels nécessaires pour opérer les sauvetages et combattre le feu,
- distance entre les issues du bâtiment et la voie engins : < 60 mètres,
- largeur minimale de l'accès à l'espace libre depuis la voie-engins :
 - 1,80 mètre lorsque le plancher bas du dernier niveau accessible au public est de 8 mètres au plus au-dessus du sol,
 - 3 mètres lorsque le plancher bas du dernier niveau accessible au public est à plus de 8 mètres au-dessus du sol.

« Voies en impasse »

1.6. – Les voies en impasse représentent une difficulté particulière pour l'acheminement et la mise en œuvre des engins de lutte contre l'incendie, notamment pour le nécessaire demi-tour des engins de lutte contre l'incendie.

1.7. – Tous les projets d'urbanisme comportant la création d'une voie en impasse dûment autorisée, doivent respecter les dispositions techniques édictées aux points 1.1, 1.2 et 1.3 ci-dessus.

« Aire de retournement »

1.8. – Lorsque la création d'une voie en impasse est autorisée par le règlement du PLU, le SDIS impose au concepteur d'aménager à son extrémité une **aire de retournement** utilisable par les véhicules d'incendie dès que celle-ci a une longueur supérieure à 60 mètres depuis son débouché. Elle peut être réalisée sous forme d'une placette circulaire, un T ou un Y de retournement (n'est admise que la manœuvre de retournement comportant une seule et courte marche arrière) (annexe 1).

« Chemins »

1.9. – Quand il est nécessaire de réaliser des chemins (privés ou non) reliant les voiries aux bâtiments ou plusieurs bâtiments entre eux dans une même enceinte et lorsque ces chemins doivent être nécessairement utilisés par les services de secours (ex : pour la mise en place des établissements de tuyaux d'incendie, pour l'acheminement des matériels de sauvetage, l'évacuation des personnes, etc...), ceux-ci doivent répondre aux caractéristiques figurant dans le tableau ci-après :

Caractéristiques	Habitations	ERP	IGH	ICPE
Largeur (en mètre)	>= 1,80	>= 1,80	>= 1,80	>= 1,80
Longueur (en mètre)	1 ^{ère} et 2 ^{ème} familles : <= 60 3 ^{ème} et 4 ^{ème} familles : <= 50	<= 60	<= 30	<= 100
Résistance	Sol compact et stable			
Pente	<= 15 %	<= 10 %	<= 10 %	<= 10 %
Marches (escalier)	Interdit			

« Voie et chemin privés aménagés pour l'accès des moyens de secours aux habitations individuelles de 1^{ère} et 2^{ème} familles » (voir croquis en annexe 3)

1.10. – Pour les projets de constructions de bâtiments d'habitation individuelle de 1^{ère} ou 2^{ème} famille implantés à **100 mètres et plus** de l'entrée normale de la parcelle depuis la voie publique, il devra être conservé un accès au bâtiment de caractéristiques identiques à la voie définie au point 1.1.A. ci-dessus (voie aux caractéristiques atténuées).

Lorsque un bâtiment d'habitation individuelle de 1^{ère} ou 2^{ème} famille est implanté à **120 mètres et plus** de l'entrée normale de la parcelle depuis la voie publique, une aire de retournement devra être aménagée à son extrémité conformément au point 1.8.

1.11. – Pour les projets de constructions de bâtiments d'habitation individuelle de 1^{ère} ou 2^{ème} famille implantés à une distance comprise **entre 60 et 100 mètres** de l'accès le plus proche depuis la voie publique utilisable par les engins de secours et de lutte contre l'incendie (ambulance, véhicule du SAMU, véhicule médicalisé), une voirie légère devra être aménagée, aux caractéristiques définies ci-dessous,

Jusqu'à la construction ou au moins jusqu'à une distance maximale de 60 mètres de celle-ci. Cette voie devra répondre aux dispositions suivantes :

- largeur minimale de la bande de roulement : **3,00 mètres**,
- force portante suffisante pour supporter un véhicule de **35 kilo-Newtons**,
- **rayon intérieur des tournants : R = 9 mètres au minimum**,
- pente inférieure à 15 %,
- hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de **3,00 mètres** de hauteur (passage sous voûte).

1.12 - Pour les projets de constructions de bâtiments d'habitation individuelle de 1^{ère} ou 2^{ème} famille implantés à une distance inférieure ou égale à 60 mètres de l'entrée normale de la parcelle depuis la voie publique, il devra être réalisé un accès au bâtiment de type chemin, défini au point 1.9 ci-dessus.

« Voie privée permettant l'accès à un établissement recevant du public »

Application des dispositions des points 1.0 à 1.9.

« Voie privée permettant l'accès à une installation classée pour la protection de l'environnement » (ICPE)

1.13. - Il est essentiel afin de permettre, en cas de sinistre, l'intervention des secours, qu'une ou plusieurs voies engins soient maintenues libres à la circulation sur le demi-périmètre au moins des bâtiments de stockage ou de l'activité selon le classement.

Cette disposition doit permettre l'attaque d'un sinistre sous deux angles différents en tenant compte notamment de la direction des vents dominants sur notre région. Ces voies doivent permettre l'accès des engins-pompes des sapeurs-pompiers, et en outre, si elles sont en cul-de-sac, les demi-tours et croisements de ces engins.

1.14. - Pour toute hauteur de bâtiment \geq à 12 mètres, des accès aux caractéristiques de la voie échelles doivent être prévus pour chaque façade accessible. Cette disposition est également applicable pour les entrepôts de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher (même mezzanine) situé à une hauteur \geq à 8 mètres par rapport au niveau de l'accès de l'engin de secours.

1.15. - Ces voies devront être maintenues dégagées en permanence, le stationnement prolongé des véhicules y sera interdit en tout temps par panneaux réglementaires et cette interdiction rappelée par une consigne affichée dans les locaux du personnel. Ces voies devront être matérialisées au sol (par un tracé à la peinture par exemple).

1.16. - À partir de ces voies, les sapeurs-pompiers doivent pouvoir accéder à toutes les issues des bâtiments par un chemin (voir définition au point 1.9.) et sans avoir à parcourir plus de 100 mètres.

1.17. - Également, des espaces laissés libres de 10 mètres de largeur, en périphérie des îlots de stockage devront permettre également la circulation des moyens de secours (dévidoirs) et la mise en place aisée des établissements de tuyaux incendie.

« Portails automatiques, bornes escamotables et barrières divers »

1.18. - Les projets d'installation de bornes rétractables, d'un portail automatique, d'une barrière ou tout autre dispositif interdisant temporairement ou non la circulation des engins de secours, l'accès des dévidoirs et des personnels à pied sur les voies ou chemins publics ou privés nécessairement utilisés par les sapeurs-pompiers ou d'autres services publics, lors des interventions de secours, et permettant l'accès aux immeubles d'habitations (lotissements, immeubles collectifs), aux établissements recevant du public, aux installations classées pour la protection de l'environnement, aux constructions assujetties aux dispositions du Code du travail, doivent répondre aux prescriptions techniques du SDIS ci-dessous.

1.19. - Il est impossible au SDIS d'accepter un quelconque transfert de responsabilité et de nous substituer aux obligations qui relèvent des propriétaires, locataires ou de leur mandataire (syndics, chefs d'établissement, gérants ou exploitants).

En outre, des centres de secours différents sont susceptibles d'intervenir en fonction des disponibilités opérationnelles des véhicules ou des effectifs et il est inconcevable que le SDIS prenne en charge

l'ensemble des dispositifs d'ouverture très diversifiés qui se mettent en place de plus en plus dans le département.

En conséquence, le SDIS ne signera plus de convention avec les maîtres d'ouvrage ou les aménageurs et refuse catégoriquement de prendre en charge tout nouveau dispositif d'ouverture (clé, télécommande, carte, code, etc...) des dispositifs mentionnés ci-dessus.

Désormais, l'ouverture des bornes rétractables, portails automatiques, barrières et autres dispositifs à fonctionnement électrique ou non, devra pouvoir se faire **directement de l'extérieur au moyen des polycoises** dont sont équipés tous les sapeurs-pompiers (**voir annexe 5**).

Des dispositifs sécables peuvent éventuellement être installés après avis du SDIS.

1.20. - Les bornes rétractables, barrières, portails ou autres dispositifs à fonctionnement électrique **doivent être déverrouillés automatiquement en cas de coupure d'électricité et permettre ainsi leur ouverture manuellement (sécurité positive).**

1.21. - Le SDIS demande l'installation, pour tous les types de barrière à fonctionnement électrique, d'une platine « pompiers » accessible de l'extérieur (par exemple sur l'un des montants du portail). La manœuvre de ce verrou (**polycoises**) devra réaliser la coupure de l'alimentation électrique du portail et en conséquence permettre son ouverture manuelle immédiate (**voir annexe 4**).

1.22. - Par ailleurs, il est rappelé que **l'accueil des secours** doit être assuré, à l'entrée des ensembles immobiliers d'habitations ou autres types d'établissements, **par l'appelant des secours, le gardien, ou la personne désignée**, pour toute intervention.

Il appartient donc aux gestionnaires, exploitants et syndicats de rédiger dans les règlements intérieurs et d'afficher, dans les immeubles, à la vue de tous les occupants, des consignes précisant cette obligation.

« Plantations et mobiliers urbains »

1.23. - Les lotisseurs ou maîtres d'ouvrage veilleront à ce qu'aucune entrave ne gêne la circulation des véhicules de secours et la mise en station des moyens aériens (échelles sur porteurs et échelles à mains) tels que plantations, mobilier urbain, bornes anti stationnement, etc... en prenant toutes les mesures structurelles nécessaires.

1.24. - L'implantation des mobiliers urbains et des plantations doit préserver :

- l'accès aux façades et la mise en station pour les échelles aériennes (pour les bâtiments assujettis),
- l'accès aux aires de mise en œuvre du matériel des sapeurs-pompiers, dont les moyens aériens (échelles à mains).

Ceci impose le contrôle de la croissance des arbres et de leur élagage périodique, comme prévu par la réglementation en vigueur.

« Stationnements des véhicules »

NOTE : les aménageurs et lotisseurs devront s'attacher à mettre en œuvre toutes les solutions structurelles possibles afin d'assurer le stationnement des véhicules hors des voies publiques.

1.25. - Lorsqu'elle est nécessaire, l'interdiction du stationnement doit être réglementairement signalisée. La pose des panneaux de stationnement interdit doit toujours être complétée par des **dispositifs structurels anti-stationnements** judicieusement choisis.

1.26. - Les règlements de zones, de lotissements, de copropriétés, etc... devront indiquer clairement **l'interdiction du stationnement 'sauvage' des véhicules** quels qu'ils soient, **au droit des poteaux et bouches d'incendie**, sur les trottoirs, accotements ou sur les parties de chaussée non prévues à cet effet et de nature à **empêcher ou même seulement retarder l'accès des moyens de secours publics aux hydrants ou aux constructions.**

1.27. - Les voies en impasse doivent être interdites au stationnement des véhicules quels qu'ils soient, sur les parties de la chaussée non prévues à cet effet, afin de permettre la circulation et les manœuvres des véhicules de secours en tout temps.

1.28. – L'aire de retournement exigée pour certaines voies en impasse doit être interdite au stationnement afin de permettre la circulation et la manœuvre de retournement des véhicules de secours en tout temps.

« Recalibrage des voies – travaux de voirie »

1.29. – Lorsque le recalibrage des voies est rendu nécessaire en raison des modifications du site concerné tels que :

- réaménagement de voie, création de piste cyclable ou de zone piétonne,
- création d'emplacement de stationnement pour les véhicules, pose de bornes,
- aménagements des carrefours,
- etc...

Ces travaux, de nature à modifier la distribution des secours, doivent faire l'objet d'un dossier spécifique soumis à l'avis technique du SDIS. Le maintien des caractéristiques des voies engins et voies échelles, le maintien, **voir autant que possible l'amélioration** de l'accès en tout temps des engins de lutte contre l'incendie, aux hydrants, aux constructions et aux aires de mise en œuvre des matériels, **doivent être élevés au rang de règle absolue.**

II – DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE (DECI)

Le calcul des besoins en eau pour toute infrastructure hors Installation Classée Pour la protection de l'Environnement (ICPE) et risque feux de forêts est régi par le Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) pour le dimensionnement et la mise en œuvre de la DECI (arrêté préfectoral portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie du département des Pyrénées-Atlantiques N°: 64-2016-09-12-004, en date du 12 septembre 2016).

Ce règlement est consultable sur le site de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques :

<http://www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr/content/search?SearchText=RDDECI&SearchButton.x=0&SearchButton.y=0>

III - CONSULTATION DU SDIS

3.0. – En application des dispositions des articles R 423-50 et suivants du Code de l'urbanisme, le SDIS 64 demande à être consulté sur les projets ou travaux ayant une influence notable sur la distribution des secours tels que :

Projets d'urbanisme

- demande de permis d'aménager pour création de zones industrielles, artisanales, parcs résidentiels de loisirs, village de vacances, parc d'attraction de plus de 2 ha, aires publiques de stationnements de plus de 50 places, lotissement de plus de 2 lots,
- demande de permis de construire pour tout projet de construction d'une SHOB > 20 m²,
- demande de permis de construire pour les projets éoliens > 12 mètres et photovoltaïques,
- demande de permis de construire pour les installations électriques ≥ 63 kV,
- demande de permis de construire pour une Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation et entrepôts soumis à déclaration,
- demande de permis de construire pour Établissements Recevant du Public du 1^{er} groupe dont les monuments historiques,
- demande de permis de construire pour constructions soumises aux dispositions du Code du travail,
- travaux de réhabilitation, rénovation, réaménagement ou changement de destination d'immeubles, avec ou sans augmentation des surfaces,
- création de campings, dont les déclarations préalables pour camping de moins de 6 emplacements et les permis d'aménager pour camping de plus de 6 emplacements,
- création des aires d'accueil et de stationnement des gens du voyage.

Autres projets

- implantation par la collectivité ou par les particuliers, de portails automatiques, bornes rétractables et tout autre barrière pouvant avoir une incidence sur l'acheminement des moyens de secours,
- création et restructuration de voirie de nature à modifier l'accessibilité des engins de secours, évolutions des schémas de circulation, notamment par la mise en sens unique de nouvelles voies dont l'arrêté municipal l'instituant doit préciser impérativement si cette mesure s'applique ou non aux véhicules prioritaires,
- mise en place de dispositifs de modération de la vitesse et du trafic (ralentisseurs),
- modification des réseaux de distribution d'eau potable,
- projets d'implantation, de suppression ou de déplacement de poteau d'incendie,
- **tout autre projet, quand la question de la défense incendie, de la distribution des secours et de l'accessibilité des engins de lutte contre l'incendie peut être posée.**

3.1. – Sans aucune exception, les dossiers de consultation doivent être impérativement adressés à :

Monsieur le Directeur
Service départemental d'incendie et de secours des Pyrénées-Atlantiques
Groupement gestion des risques
33 avenue du Maréchal Leclerc - BP 1622
64016 PAU Cedex

Hors procédure, le SDIS se réserve la possibilité de demander aux pétitionnaires, la fourniture de documents supplémentaires afin de permettre aux instructeurs sapeurs-pompiers une réelle **analyse des risques**, la vérification de la prise en compte par les constructeurs, aménageurs et architectes des dispositions réglementaires de sécurité.

Il pourra s'agir de :

- **notice descriptive** du projet (activités, nature et quantité de produits stockés, hauteur de stockage, sources de dangers, flux et enjeux ciblés),
- **notice de sécurité incendie** établie par un organisme de contrôle agréé permettant de vérifier la conformité du projet avec les règles de sécurité incendie édictées par le Code du travail et l'arrêté ministériel du 31 janvier 1986 concernant les immeubles d'habitation,
- **plan de quartier** avec positionnement des poteaux ou bouches d'incendie existants,
- **plan intérieur** avec mention des surfaces,
- **plan du réseau Alimentation Eau Potable (AEP)**, réseau actuel et réseau projeté, indiquant les diamètres des canalisations, le maillage, l'implantation des hydrants,
- **procès-verbal de réception** des travaux pour les poteaux incendie avec mention des valeurs de pressions statique et de débits mesurés à la pression dynamique de 1 bar dans le respect de la norme NF S 62-200.

Cette liste est non limitative et le SDIS pourra demander au maître d'ouvrage de fournir d'autres pièces qu'il jugera utiles à l'étude ou à la réalisation des **plans d'interventions** des sapeurs-pompiers et du **plan d'établissement répertorié** (plan ETARE).

IV – PRISE EN COMPTE DES RISQUES IDENTIFIES SUR LA COMMUNE D'ORTHEZ

Nota :

Pour déterminer les risques auxquels sont soumis les communes : <http://www.prim.net/>
<http://www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr/Politiques-publiques/Securite/Protection-civile/Information-sur-les-risques-majeurs/Dossier-departemental-des-risques-majeurs>

NOTE : le SDIS rappelle que l'article L 121-1 § 3 du nouveau Code de l'urbanisme (loi SRU) énonce les principaux objectifs que doivent atteindre les SCOT, PLU et cartes communales dans le domaine de la gestion des risques.

En effet, l'équilibre entre le renouvellement urbain, la maîtrise de son développement et les espaces affectés aux activités d'une part, la préservation des espaces agricoles, la protection des espaces naturels et des paysages d'autre part, tout en respectant aussi les objectifs du développement durable, ne doivent pas occulter la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

De surcroît, l'article L 111-3-1 du Code de l'urbanisme impose que des études préalables à la réalisation des projets d'aménagement, des équipements collectifs et des programmes de constructions, entrepris par la collectivité publique ou nécessitant une autorisation administrative et qui, par leur importance, leur localisation ou leurs caractéristiques propres peuvent avoir des incidences sur la protection des personnes et des biens contre les menaces et les agressions, doivent comporter une étude de sécurité publique permettant d'en apprécier les conséquences.

Le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) par la Cellule d'Analyse des Risques et d'Information Préventive (CARIP) a recensé les différents risques existants présents dans le département des Pyrénées-Atlantiques.

V - PRISE EN COMPTE DES RISQUES NATURELS

Les Plans de Prévention des Risques Naturels (PPRN) sont réalisés par bassins de risque (zone concernée par le risque, soit parce qu'elle concourt à son apparition, soit parce qu'elle y est soumise) à partir d'une approche globale et qualitative pouvant regrouper plusieurs communes. **Ils couvrent les domaines de l'utilisation du sol, de la construction, de l'exploitation des sols et de la sécurité publique.** Ils proposent des mesures appropriées à l'importance des risques et proportionnées à l'objectif de prévention recherché.

Le SDIS rappelle que le PPRN lorsqu'il est approuvé vaut servitude d'utilité publique.

Il s'impose à tous : particuliers, entreprises, collectivités, ainsi qu'à l'État, notamment lors de la délivrance d'un permis de construire. Lorsqu'il porte sur des territoires couverts par un plan local d'urbanisme (PLU) ou une carte communale, il doit lui être annexé. Le PPRN participe à la maîtrise de l'aménagement et à l'urbanisation dans les zones vulnérables.

VI – PRISE EN COMPTE DU RISQUE INONDATION

Le dossier départemental des risques majeurs identifie pour la commune d'ORTHEZ le risque d'inondation auquel est soumise une population sans cesse croissante.

Comme indiqué précédemment, les types d'inondation affectant cette commune sont consultables sur le site « prim.net ».

L'occurrence de ces aléas parfois extrêmes est remise en cause par une période de retour de plus en plus rapprochée. Il est donc absolument nécessaire de prendre en compte le risque inondation par la mise en œuvre d'une politique globale de prévention.

Quatre grands principes devront être appliqués :

- **interdire toute construction nouvelle dans les zones d'aléas,**
- **préserver les champs d'expansion des crues,**
- **interdire tout endiguement ou remblaiement sauvage,**
- **mettre en œuvre le concept d'atténuation du risque par la réduction de la vulnérabilité des enjeux et de l'intensité de l'aléa.**

De surcroît, l'article L 111-3-1 du Code de l'urbanisme impose que des études préalables à la réalisation des projets d'aménagement, des équipements collectifs et des programmes de constructions, entrepris par la collectivité publique ou nécessitant une autorisation administrative et qui, par leur importance, leur localisation ou leurs caractéristiques propres peuvent avoir des incidences sur la protection des personnes et des biens contre les menaces et les agressions, doivent comporter une étude de sécurité publique permettant d'en apprécier les conséquences.

6.0. - Sans préjudice de l'avis ou des prescriptions émises par les autres services de l'État concernés, la commune devra communiquer au SDIS :

- les infrastructures routières submergées lors des précipitations locales orageuses ou des crues,
- les constructions se trouvant isolées lors des précipitations locales orageuses ou des crues en précisant leur destination (type-effectif du public...),
- **les actions qui sont entreprises par la commune au titre de l'atténuation du risque telles que la réduction de l'intensité de l'aléa et de la vulnérabilité des enjeux,**
- les mesures relatives à la **gestion des écoulements pluviaux urbains** consécutifs à une pluviométrie importante,
- les mesures relatives au **maintien de la viabilité des accès aux habitations** lors des fortes précipitations locales ou en cas de crue, afin de **permettre aux habitants d'évacuer** dans une direction judicieusement choisie où ils pourront être mis en sécurité rapidement,
- les mesures prises pour la **limitation maximale de l'imperméabilisation** du sol,
- les mesures prises pour **compenser la majoration du risque** due à la réalisation des constructions et des aménagements collectifs constituant les surfaces étanchées, par notamment :
 - la réalisation de **bassins de rétention** des eaux pluviales judicieusement dimensionnés pour le stockage temporaire de l'eau,
 - la mise en œuvre de **techniques favorisant l'infiltration des eaux sur place** (tranchées filtrantes, puits d'infiltration, chaussées réservoir...),
- les mesures prises, concernant la **préservation de la transparence maximale de l'écoulement** des eaux et d'expansion des crues, notamment le dimensionnement du réseau pluvial pour des précipitations prévisibles,
- les mesures prises concernant la **limitation et la maîtrise des débits et des vitesses d'écoulement** des eaux pluviales et de ruissellement, canalisées ou non,
- les mesures à prendre et à maintenir dans le temps concernant l'**aménagement des espaces non construits** qui devront être mis en culture, plantés d'arbres ou de haies par les propriétaires, exploitants, ou utilisateurs,
- les mesures relatives à la **rétention temporaire des eaux pluviales reçues sur la parcelle,**
- les mesures de **prévention, de protection et de sauvegarde individuelle** qui incombent aux particuliers, et notamment les mesures :
 - concernant l'**arrimage des cuves de gaz ou d'hydrocarbures enterrées ou non**, des citernes sous pression ainsi que tous les récipients contenant des engrais liquides, des pesticides et autres produits dangereux pour l'environnement,
 - concernant le **balisage des bords de piscine** afin d'en visualiser l'emprise en cas de recouvrement, etc...
- les mesures prises pour l'**information de la population** et particulièrement la **réalisation du plan communal de sauvegarde,**
- les mesures prises pour éviter tout accident occasionné par le **soulèvement des bouches d'égout** (tampons verrouillables),
- les mesures prises pour empêcher tout risque d'accident, lorsque la réalisation d'un **ouvrage de rétention** des eaux pluviales est exigée. Lorsque le choix de la solution bassin de rétention est retenu, toutes les mesures structurelles nécessaires devront être prises afin de permettre à une personne ayant fait une chute dans le bassin d'en sortir d'elle-même sans difficulté grâce à la réalisation de pentes modérées réglées à 3/1 minimum, d'un escalier ou d'une main-courante, d'une rampe stabilisée permettant l'accès des secours. Les bords du bassin présentant un risque de chute en raison d'un dénivelé important, mur de soutènement, encochements ainsi qu'à l'aplomb de l'exutoire, devront être protégés par une glissière ou une barrière. Une signalétique devra être posée pour informer de la présence et de la fonction du bassin, ainsi que l'interdiction d'accès en cas d'événements pluvieux. Une vanne de sectionnement devra être installée sur la canalisation de fuite afin de pouvoir contenir toute pollution.

6.1. - Sans préjudice de l'avis ou des prescriptions émises par les autres services de l'État concernés, pour chacun des projets d'urbanisme, le maître d'ouvrage devra faire réaliser une étude hydraulique particulière appliquée à l'emprise du projet, prenant comme référence les valeurs maximales des précipitations prévisibles.

Elle sera transmise au Maire avec copie au SDIS, accompagnée d'une note mettant en évidence la prise en compte du risque inondation par l'énumération détaillée des mesures compensatoires mises en œuvre.

Cette déclaration devra préciser que toutes les dispositions du règlement du PPRI de la commune ont bien été appliquées et énumérées d'une manière exhaustive.

VII - PRISE EN COMPTE DU RISQUE SISMIQUE

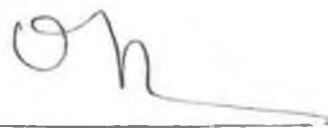
Un zonage physique de la France a été élaboré, pour l'application des règles parasismiques de construction (décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010) avec 5 zones :

- zone de sismicité 1 (très faible),
- zone de sismicité 2 (faible),
- zone de sismicité 3 (modérée),
- zone de sismicité 4 (moyenne),
- zone de sismicité 5 (forte).

Le décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 porte délimitation des zones de sismicité du territoire français. Il dresse la liste des cantons du département dont les communes sont soumises au risque sismique à des degrés divers.

Pour déterminer la zone de sismicité et le niveau auquel la commune d'ORTHEZ est soumise, il convient de consulter le site « prime.net » susmentionné.

Pour le Directeur départemental,
par délégation,



Capitaine BELLOY

RÉGLEMENTATION VISÉE (liste non exhaustive)

Code de l'urbanisme (articles L 111-2, L 332-15, L 443-2, L 460-3, R 111-2, R 111-4, R 111-9, R 123-24, R 126-3, R 315-29, R 421-5-1, R 421-50, R 421-53, R 460-3).

Code de la construction et de l'habitation : articles L 123-1 et L 123-2, livre premier - titre II, articles R 111-1 à R 111-17 et notamment le décret 69-596 du 14 juin 1969.

Décret n°2015-235 du 27 février 2015 relatif à la défense extérieure contre l'incendie.

Arrêté ministériel du 25/06/80 modifié (notamment les articles MS) pour la mise en œuvre des moyens de secours fixés par les dispositions particulières liées aux types d'ERP.

Arrêté ministériel du 18/10/77 modifié (articles GH) pour ce qui concerne les Immeubles de Grande Hauteur.

Arrêté ministériel du 31/01/86 modifié par les arrêtés du 18/05/1986 et 19/12/1988, concernant la sécurité incendie dans les immeubles d'habitations.

Code de l'environnement : livre V article L 511-1 et suivant(s), L 512-1 et suivant(s), L 513-1, L514-1 et suivant(s), L. 515-1 et suivant(s), L. 516-1 et suivant(s) et L 517-1 et suivant(s) et les différents textes relatifs aux ICPE.

Code du travail, livre 2, titre III (articles L 231-1 à L 231-2, L 233-1-1, L 233-3, L 235-1, L 235-19, R 232-1 à R 232-1-14, R 232-12 à R 232-12-29, R 235-3 à R 235-3-20, R 235-4 à R 235-4-18) le décret du 31/03/1992.

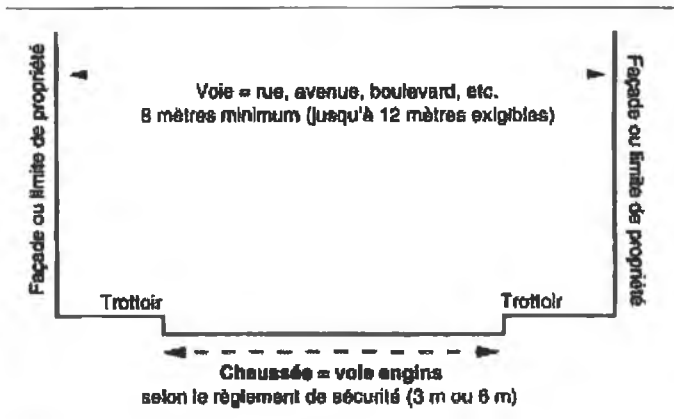
Arrêté préfectoral portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie du département des Pyrénées-Atlantiques (N°: 64-2016-09-12-004 en date du 12 septembre 2016).

Normalisation française (NF S 61-211, NF S 61-213, NF S 62-200, NF S 61-750, NF S 61-221, etc...).

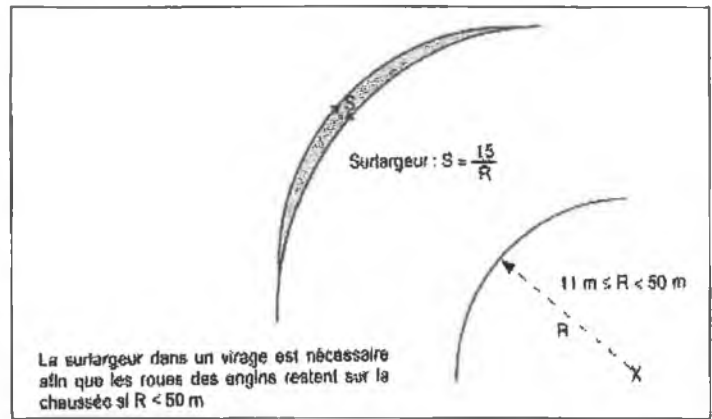
(Ce document est complété par un fascicule d'annexes techniques).

IMPOSÉES POUR LES « VOIES ENGINs » EN IMPASSE DE PLUS DE 60 MÈTRES

Notion de voie

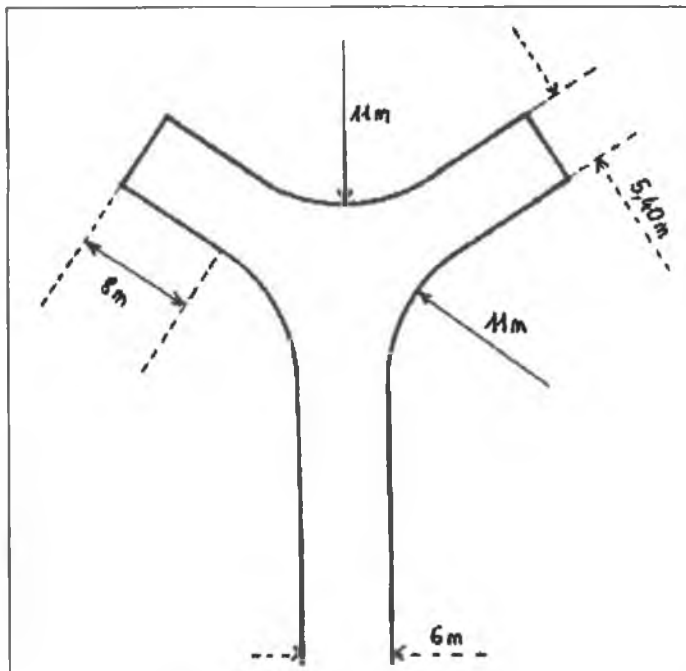


Règle de la surlargeur

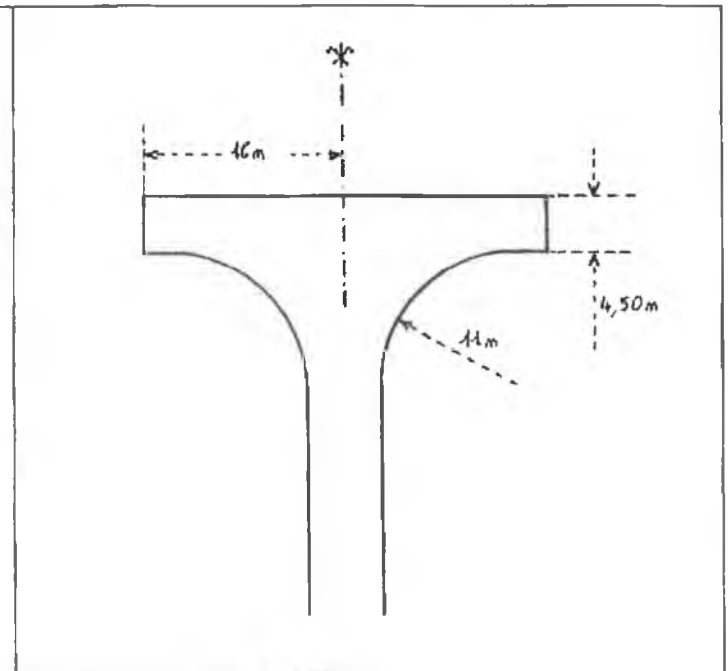


DESSERTE DES CONSTRUCTIONS AUTRES QUE LES HABITATIONS DE 1^{ère} OU 2^{ème} FAMILLE

EXEMPLES



En Y



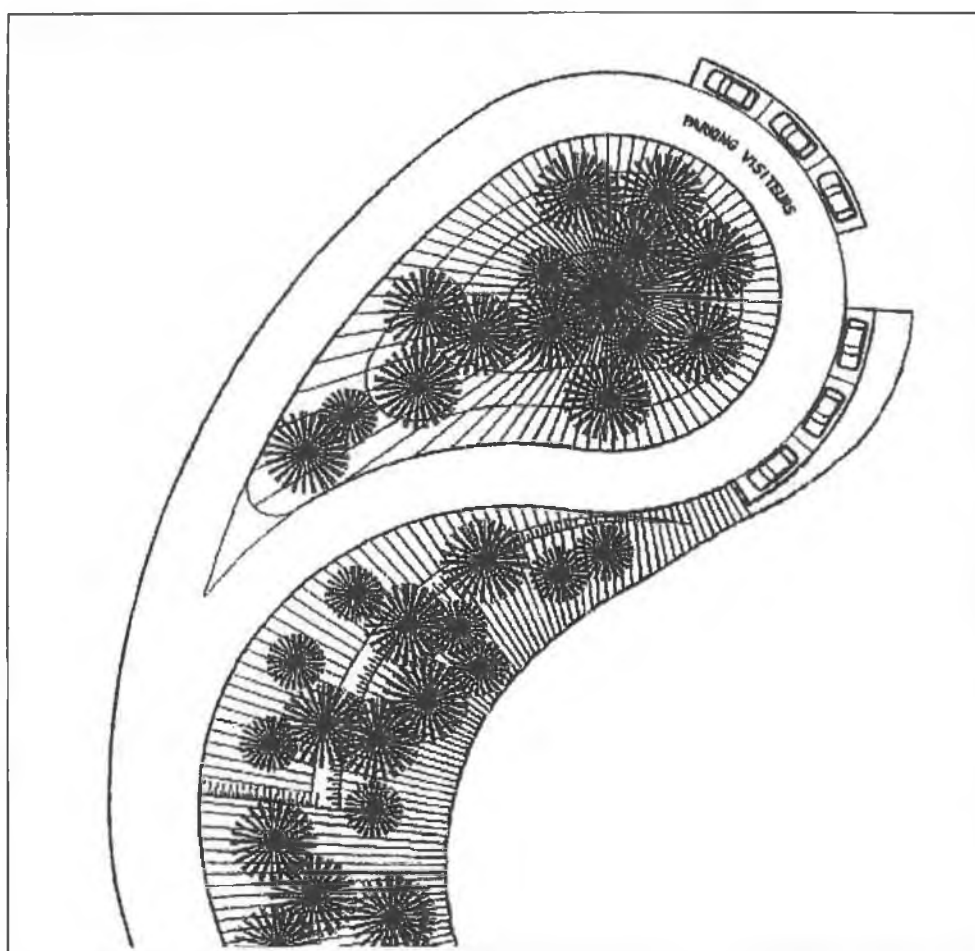
En T

Manœuvre de retournement avec une seule marche arrière

IMPOSÉES POUR LES « VOIES ENGIS » EN IMPASSE DE PLUS DE 100 MÈTRES

DESSERTE DES CONSTRUCTIONS AUTRES QUE LES HABITATIONS DE 1^{ère} OU 2^{ème} FAMILLE

EXEMPLE DE RAQUETTE

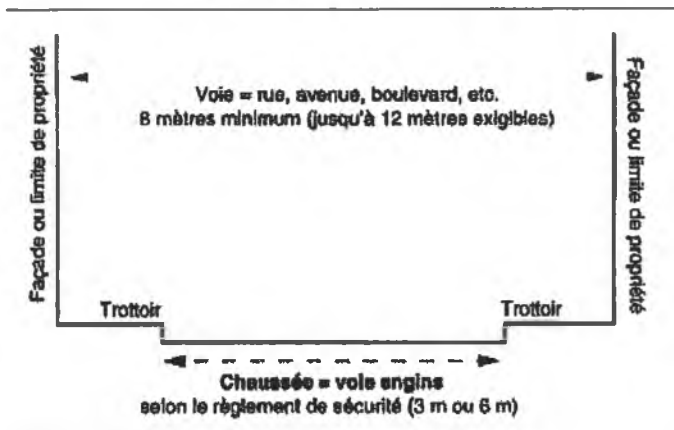


Manœuvre de retournement sans marche arrière

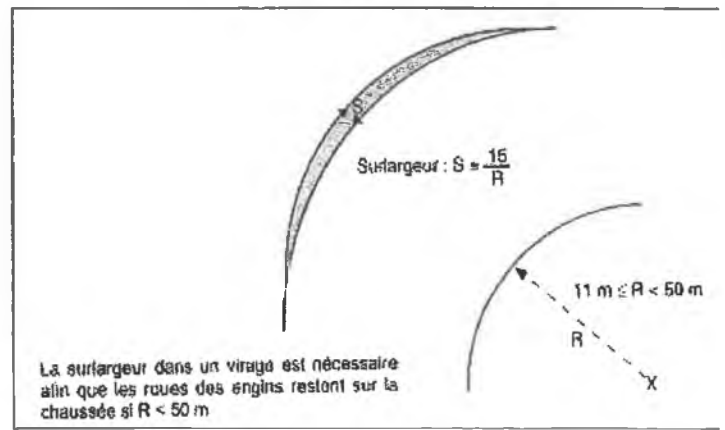
AIRES DE RETOURNEMENT

POUR LES VOIES EN IMPASSE DE PLUS DE 120 MÈTRES DESSERVANT EXCLUSIVEMENT
DES HABITATIONS INDIVIDUELLES DE 1^{ère} OU 2^{ème} FAMILLE

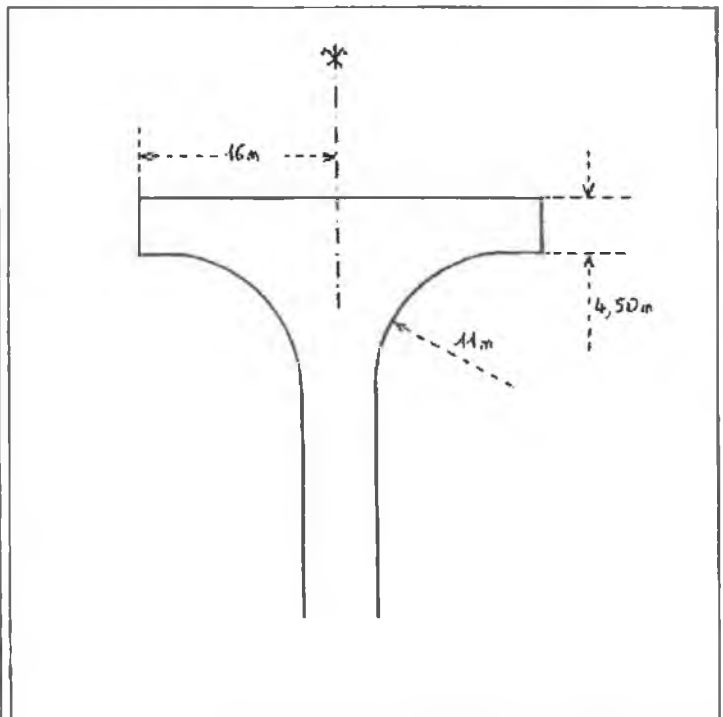
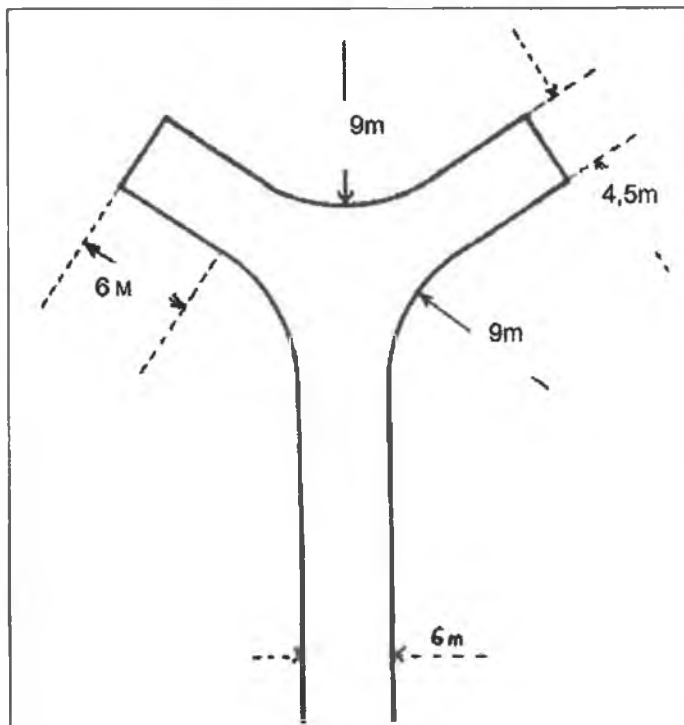
Notion de voie



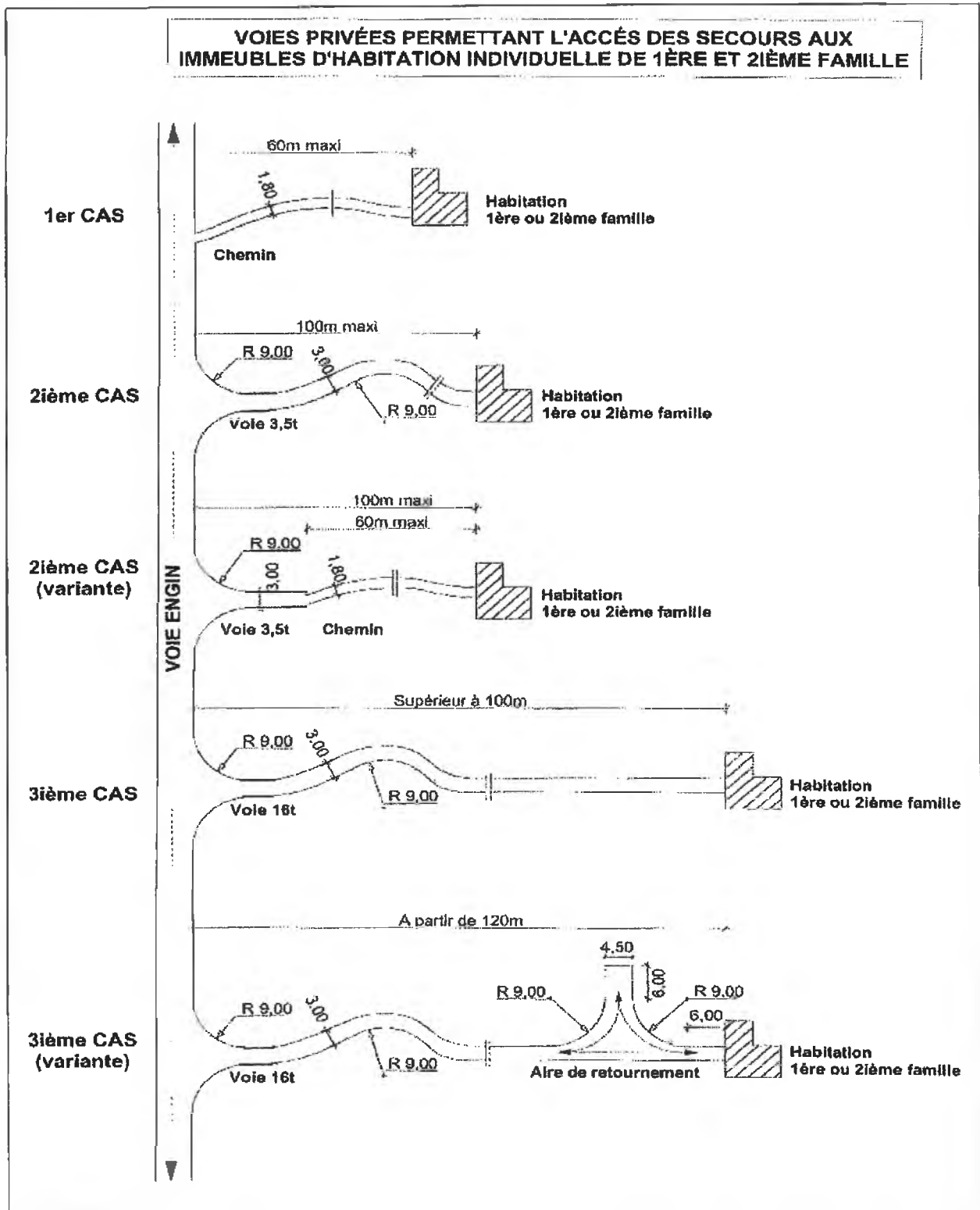
Règle de la surlargeur

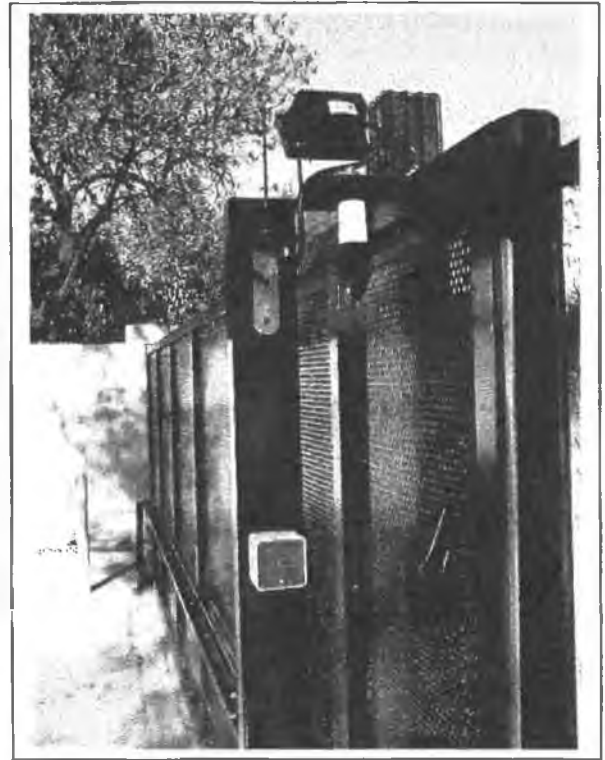
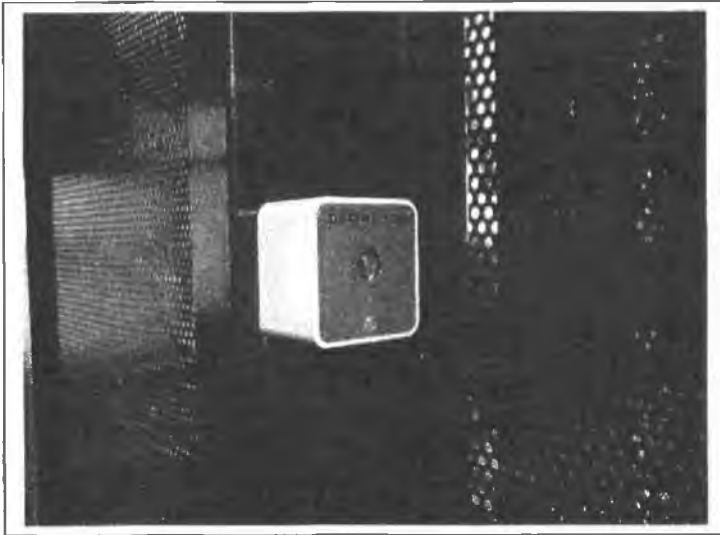


EXEMPLE D'AIRE DE RETOURNEMENT AVEC UNE COURTE MARCHÉ ARRIÈRE



VOIES PRIVÉES PERMETTANT L'ACCÈS DES SECOURS AUX IMMEUBLES D'HABITATION INDIVIDUELLE DE 1ÈRE ET 2IÈME FAMILLE

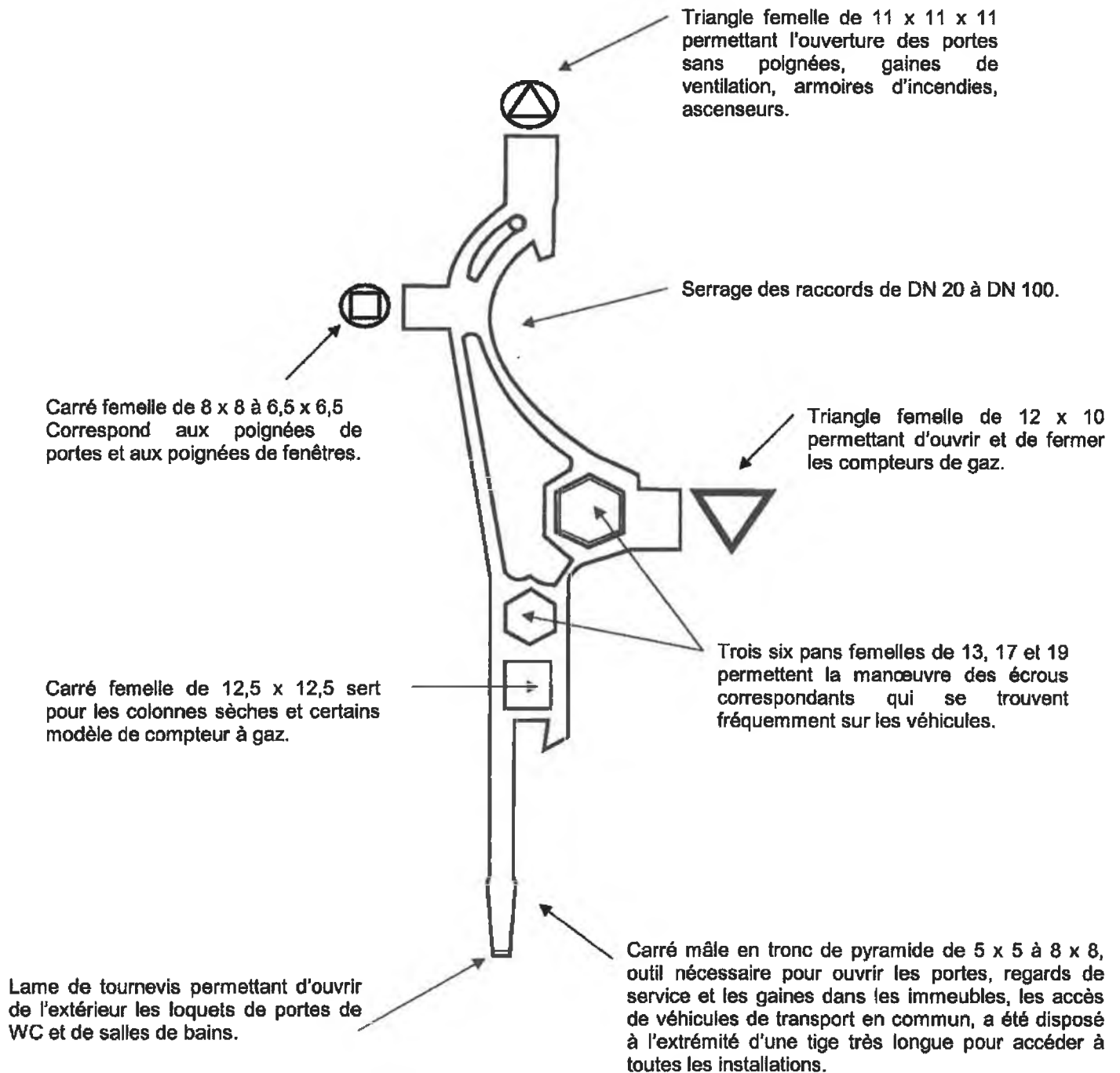




Exemple de « Platine POMPIER »

Installée sur le montant d'un portail automatique et permettant la coupure de son alimentation électrique et donc sa manœuvre manuelle par les services de secours

TOUTES LES DIMENSIONS SONT NORMALISEES.



Reçu le 13/07/18



Direction Opérations
Région de PAU
7, rue de la Linière
64140 BILLERE
Tél : 05-59-13-36-77
region.pau@terega.fr

MAIRIE D'ORTHEZ

Place des armes
64300 ORTHEZ

PAU, le 09/07/2018

DOP/ETR/RPA-T2018 / 415 - CE
Affaire suivie par : Christine ESTIVAL DULAC

V/Ref - Votre courrier du 3 juillet 2018

**Objet - Modification du PLU - Requalification de la zone AUp dite de la Papèterie des Gaves
Commune de ORTHEZ (SAINTE-SUZANNE) - 64**

Monsieur le Maire,

Après examen du dossier, nous vous informons que la canalisation BRANCHEMENT DN 050 PAPERIE DES GAVES ORTHEZ, située sur la zone concernée par la modification du PLU, est administrativement reconnue comme étant en arrêt définitif d'exploitation.

A ce titre, la canalisation de transport de gaz est autorisée à être laissée en terre. TERÉGA conserve la propriété de l'ensemble de l'ouvrage.

Toutefois, TERÉGA autorise désormais la réalisation de tous travaux de terrassement, de plantation ou de construction dans la bande de servitude de l'ouvrage.

TERÉGA pourra envisager des mesures complémentaires en cas d'incompatibilité technique entre la présence de la canalisation et le projet.

Vous trouverez en pièce jointe un plan indicatif vous permettant de localiser l'ouvrage sur la parcelle concernée. Pour un repérage plus précis, nous vous indiquons les coordonnées de :

Teréga - Secteur de LACQ
Zone d'Activités Marcel Dassault Rue Jean Monnet 64170 Artix
Tél: 05 59 53 97 00 - Fax: 05 59 83 37 01

dont les agents sont à votre disposition pour effectuer à titre gracieux le repérage in situ de la ou des canalisations.

Nous restons à votre disposition pour tout complément d'information,

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de nos salutations distinguées.

Le Responsable de la Région de PAU

Alberto DIAS

P.J. : Plan indicatif
Copie Teréga - Secteur de LACQ

TERÉGA S.A.

Siège social : 40, avenue de l'Europe • CS 205 22 • 64010 Pau Cedex
Tél. +33 (0)5 59 13 34 00 • Fax +33 (0)5 59 13 35 60 • www.terega.fr

Capital de 17 579 086 euros • RCS Pau 095 580 841

Numéro Consultation :

le 9 juil. 2018 10:09:37

Commune Chantier : -



 Canalisation TERÉGA de transport de gaz combustible en acier.

Le diamètre nominal (en mm) et la date de pose de la canalisation sont mentionnés sur le plan.

Classe de précision "C".

Profondeur minimum réglementaire : 60cm jusqu'en 2006 et 100cm après 2006.
Date d'édition fond de plan : 2013.

Ce plan ne constitue pas une autorisation à exécuter des travaux à proximité des canalisations TIGF.

Le marquage/piquetage sur site devra être obligatoirement réalisé par TIGF.

Mairie
1 place d'Armes
64301 ORTHEZ cedex

Service Foncier

N/Réf : 2018-07-31_LA_FO_PPP_LET_S18-295
Objet: votre courrier du 3 juillet 2018 – 1^{ère} modification
du PLU

Lacq, le 31 juillet 2018

Monsieur le Maire,

TOTAL E&P FRANCE que nous représentons dans le cadre d'un contrat de maîtrise d'ouvrage déléguée, et nous-mêmes avons bien reçu votre courrier concernant la première modification du PLU de votre commune. Celle-ci n'appelle aucune observation.

Nous en profitons pour vous signaler, si vous n'avez pas déjà enregistré l'information que le périmètre d'exploitation de Lacq (Porter à connaissance de votre commune - I6 – Mines et carrières-Périmètre d'exploitation de Lacq) est détenu aujourd'hui par la société GEOPETROL.

Vous remerciant, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, nos sincères salutations.



Vincent DOUARD
Chef du Projet RETIA Lacq

Reçu le 07/11/2018



SNCF IMMOBILIER

Direction Immobilière Territoriale Sud-Ouest
Pôle Valorisation et Logements
140-142 rue des Terres de Borde
33 800 Bordeaux

Commune d'Orthez Sainte-Suzanne
1 place d'Armes
64301 ORTHEZ Cedex

A l'attention de Monsieur le Maire Emmanuel
HANON

V/Réf : Prescription de modification PLU
N/Réf : Affaire 32405
Affaire suivie par : *Lionel BOUTIN*
Objet : Avis modification du PLU

Bordeaux le 3 octobre 2018




Monsieur HANON,

Par lettre du 3 juillet 2018, vous avez bien voulu solliciter notre avis dans le cadre de la procédure de consultation des services extérieurs de l'Etat sur la modification du Plan Local d'Urbanisme de votre commune. Nous n'avons aucune remarque à formuler sur le futur document d'urbanisme.

J'ai l'honneur de vous informer que la SNCF Immobilier émet donc un avis favorable au projet de PLU.

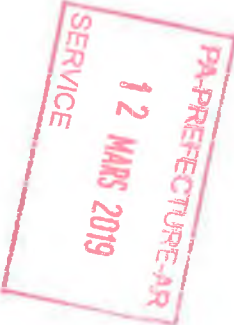
A titre informatif, nous vous adressons également la notice technique, explicative, des servitudes T1 s'appliquant aux emprises ferroviaires. Cette dernière doit être annexée au PLU.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.



Lionel BOUTIN,
Directeur Adjoint de la SNCF Immobilier,
DIT Sud Ouest,
Chef du pôle Valorisation et Logement

NATURE DES AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES CONSULTEES
SUR LE PROJET DE PREMIERE MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME D'ORTHEZ-SAINTE-SUZANNE
ET REPONSES DE LA COMMUNE A LEURS OBSERVATIONS

<u>PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES</u>	<u>NATURE DES AVIS</u>	<u>OBSERVATIONS</u>	<u>REPONSES DE LA COMMUNE</u>
CDPENAF	Favorable	<p>Sous réserve de compléter le règlement par une règle de hauteur pour les extensions des habitations existantes en zones agricoles et naturelles.</p> 	<p>En zone A et N, les articles 10 du règlement du projet de modification du PLU à approuver seront complétés de la façon suivante :</p> <p>Article A 10 : Hors cas d'extension par surélévation où la hauteur maximale sera permise jusqu'à 10 mètres au point le plus haut, la hauteur des extensions au sol est limitée à 4 mètres. Cependant, quand pour des raisons architecturales ou techniques, ou encore quand elle accompagne une extension par surélévation, il apparaît justifié que l'extension au sol s'inscrive dans le prolongement de la volumétrie du bâtiment principal, la hauteur maximale de la construction pourra être portée à 10 mètres.</p> <p>Article N10 : Hors cas d'extension par surélévation où la hauteur sera limitée à deux niveaux superposés (R+1+combles), la hauteur des extensions au sol est limitée à un niveau (rez-de-chaussée+combles).</p>

			Cependant, quand pour des raisons architecturales ou techniques, ou encore quand elle accompagne une extension par surélévation, il apparaît justifié que l'extension au sol s'inscrive dans le prolongement de la volumétrie du bâtiment principal, la hauteur maximale de la construction pourra être portée à deux niveaux superposés (R+1+combles).
MRAe	Favorable	Dispense d'évaluation environnementale	
Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	Réputé favorable		
DDTM PAU	Réputé favorable		
Conseil Régional Nouvelle Aquitaine	Réputé favorable		
Conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques	Favorable, reçu au-delà du délai maximum de réponse de trois mois	Il pourrait être envisagé que dans l'orientation d'aménagement et de programmation soit présentée de manière plus fine la desserte du site en transports en commun.	L'orientation d'aménagement et de programmation prévoit deux cheminements piétonniers dont celui nord/sud qui relie sans équivoque par la passerelle Eiffel le site classé UYic à la gare. Concernant l'évocation des lignes de cars présentes à proximité, leur évocation ne paraît pas indispensable d'autant que le tracé de telles lignes et leurs arrêts respectifs évoluent dans le temps selon l'adaptation des besoins en transports aux usagers.

		Il n'est pas tenu de propos sur le nombre et le type d'habitat envisagé.	La zone UYic créée n'a pas vocation à accueillir de l'habitat. Il n'en est d'ailleurs pas fait mention au document graphique comme évoqué de façon erronée par le Département.
Chambre d'Agriculture	Favorable	Sans observations	
Chambre de Commerce et de l'Industrie	Réputé favorable		
Chambre des Métiers et de l'artisanat	Réputé favorable		
Syndicat Mixte du Grand Pau	Réputé favorable		
Communauté de Communes du Haut-Béarn	Réputé favorable		
Communauté de Communes de Lacq Orthez	Réputé favorable		
DREAL	Réputé favorable		
SDIS 64	Favorable	Joint un document pour rappel des prescriptions contenues dans le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie du département des Pyrénées-Atlantiques en date du 12 septembre 2016	Un tel document ne figure pas dans les pièces à annexer au PLU tel qu'énumérées aux articles <u>R. 151-52</u> et <u>R. 151-53</u> du Code de l'Urbanisme. Le document est néanmoins tenu à disposition des porteurs de projet en commune.
Syndicat de Gréchez	Réputé favorable		
TEREGA -TIGF	Favorable	Précise que la canalisation BRANCHEMENT DN 050 PAPETERIE DES GAVES D'ORTHEZ est administrativement reconnue comme en	TEREGA sera sollicité au moment de l'élaboration de tout projet sur le site afin de localiser précisément la canalisation et définir les éventuelles mesures

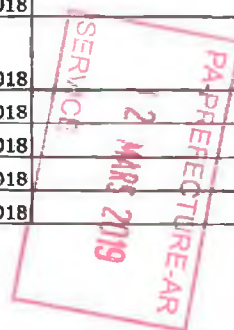
		arrêt définitif d'exploitation, autorisant ainsi tous travaux de terrassement, plantation ou construction dans la bande de servitude de l'ouvrage.	complémentaires à prendre en cas d'incompatibilité technique entre la présence de la canalisation et le projet.
RETIA	Favorable	Précise que le périmètre d'exploitation Mines et Carrières (I6) de Lacq est détenu par la société GEOPETROL.	Le répertoire de coordonnées de la commune est mis à jour en ce sens.
ABF - Pyrénées-Atlantiques	Réputé favorable		
Direction Régionale des Affaires Culturelles	Réputé favorable		
SNCF	Réputé favorable		
Office National des Forêts	Réputé favorable		
A.R.S.	Réputé favorable		
Mairie de BONNUT	Réputé favorable		
Mairie de SAINT BOES	Réputé favorable		
Mairie de BAIGTS DE BEARN	Réputé favorable		
Mairie de LAA MONDRANS	Réputé favorable		
Mairie de BIRON	Réputé favorable		
Mairie de CASTETIS	Réputé favorable		
Mairie de BALANSUN	Réputé favorable		

Mairie de LANNEPLAA	Réputé favorable		
Mairie de SALLESPISSÉ	Réputé favorable		
Mairie de SALLES-MONGISCARD	Réputé favorable		

Première modification du PLU

Personnes Publiques Associées consultées

Personnes Publiques consultées	Date de notification	Accusé Réception PPA	Délai de réponse	Date de l'avis courrier PPA	Date de réception de l'avis en Mairie
Président de la CDPENAF	04/07/2018	06/07/2018		09/08/2018	13/08/2018
MRAe	04/07/2018	06/07/2018	2 MOIS	29/08/2018	29/08/2018
Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	04/07/2018	05/07/2018			
DDTM PAU	03/07/2018	05/07/2018			
CONSEIL REGIONAL NOUVELLE AQUITAINE	03/07/2018	04/07/2018			
CONSEIL REGIONAL NOUVELLE AQUITAINE au titre des transports	03/07/2018	09/07/2018			
CONSEIL DEPARTEMENTAL	03/07/2018	04/07/2018			
CONSEIL DEPART ^{nt} Service Département ^{nt} Aménagement Développement du Territoire	03/07/2018	09/07/2018		17/10/2018	22/10/2018
Chambre d'Agriculture	03/07/2018	04/07/2018		01/08/2018	03/08/2018
Chambre de Commerce et de l'Industrie	03/07/2018	04/07/2018			
Chambre des Métiers et de l'artisanat	03/07/2018	05/07/2018			
Syndicat Mixte du Grand Pau	03/07/2018	04/07/2018			
Communauté de Communes du Haut-Béarn	03/07/2018	04/07/2018			
Communauté de Communes de Lacq Orthez	03/07/2018	04/07/2018			
DREAL	03/07/2018	04/07/2018			
SDIS 64	03/07/2018	04/07/2018		17/07/2018	23/07/2018
Syndicat de Gréchez	03/07/2018	04/07/2018			
TEREGA -TIGF	03/07/2018	04/07/2018		09/07/2018	13/07/2018
RETIA	03/07/2018	04/07/2018		31/07/2018	31/07/2018
ABF - Pyrénées-Atlantiques	03/07/2018	05/07/2018			
Direction Régionale des Affaires Culturelles	03/07/2018	04/07/2018			
SNCF	03/07/2018	04/07/2018			
Office National des Forêts	03/07/2018	04/07/2018			
A.R.S.	03/07/2018	04/07/2018			
Mairie de BONNUT	03/07/2018	04/07/2018			



Mairie de SAINT BOES	03/07/2018	04/07/2018			
Mairie de BAIGTS DE BEARN	03/07/2018	04/07/2018			
Mairie de LAA MONDRANS	03/07/2018	04/07/2018			
Mairie de BIRON	03/07/2018	04/07/2018			
Mairie de CASTETIS	03/07/2018	04/07/2018			
Mairie de BALANSUN	03/07/2018	04/07/2018			
Mairie de LANNEPLAA	03/07/2018	04/07/2018			
Mairie de SALLESPISSSE	03/07/2018	04/07/2018			
Mairie de SALLES-MONGISCARD	03/07/2018	10/07/2018			